



DÉCISION
DES INSTANCES DISCIPLINAIRES

Les décisions publiées au présent Bulletin sont susceptibles de recours
en application des dispositions du Code des Courses au Galop

DECISION DES COMMISSAIRES DE FRANCE GALOP

Les Commissaires de France Galop, agissant en application des dispositions de l'article 213 du Code des Courses au Galop sous la présidence de M. Gérald HOVELACQUE ;

Saisis d'une demande du ministère de l'Intérieur, visant à suspendre pour une durée maximale de six mois ou retirer les autorisations délivrées par les Commissaires de France Galop    M. Thierry POCHE ;

Rappel des faits :

En application des dispositions du Décret n  97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel, M. Thierry POCHE a bénéficié d'un avis favorable de la part du Service Central des Courses et Jeux de la Direction Nationale de la Police Judiciaire du ministère de l'Intérieur, qui a permis à France Galop de lui délivrer des autorisations lui permettant de faire courir et d'entraîner ;

Le 3 mars 2026, lesdits Commissaires ont reçu un courrier dudit Service, en date du 2 mars 2026, visant à suspendre ou à retirer les autorisations susvisées à M. Thierry POCHE en détaillant les motivations de cette demande ;

Le même jour, lesdits Commissaires ont transmis le courrier à M. Thierry POCHE dans le cadre de la procédure contradictoire mise en place ;

Ils lui ont demandé de faire parvenir ses observations écrites sur la situation en lui rappelant les dispositions en matière de demande de suspension ou de retrait d'autorisations par le ministère de l'Intérieur ;

Le 11 mars 2026, lesdits Commissaires ont réceptionné un courrier de M. Thierry POCHE en réponse à la demande du Service Central susvisé ;

Le même jour, les Commissaires de France Galop ont transmis l'ensemble des éléments au ministère de l'Intérieur dans le cadre de la procédure contradictoire mise en œuvre, tout en lui demandant de bien vouloir indiquer les suites qu'il souhaitait y donner, ainsi qu'à la demande et notamment si le ministère la maintenait ;

Le 13 mars 2026, le ministère informait, dans le cadre de la procédure contradictoire mise en œuvre, les Commissaires de France Galop de sa décision de maintenir sa demande en précisant qu'elle consistait en une suspension des autorisations de faire courir et d'entraîner délivrées à M. Thierry POCHE pour une durée de 3 mois ; les motivations étant adressées à l'intéressé avec la présente décision ;

Après avoir d  m  ment demandé des explications à M. Thierry POCHE pour l'examen contradictoire de ce dossier et avoir examiné les éléments du dossier ;

Vu les dispositions du décret n  97-456 du 5 mai 1997 relatif aux Sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel ;

Vu la procédure contradictoire mise en œuvre ;

Les Commissaires de France Galop ont été saisis par un courrier du Service Central des Courses et Jeux de la Direction Nationale de la Police Judiciaire en date du 2 mars 2026, sollicitant la suspension ou le retrait des autorisations délivrées à M. Thierry POCHE, puis par un courrier du 13 mars 2026 maintenant cette demande ;

Lesdits Commissaires sont tenus de retirer ou de suspendre les autorisations, si le ministère de l'Intérieur maintient sa demande au vu des observations émises à l'occasion de la procédure contradictoire ;

Lesdits Commissaires ont, tout au long de la présente procédure, adressé l'ensemble des éléments au ministère et à M. Thierry POCHE ;

Le ministère a souhaité maintenir sa demande de mesure administrative à l'encontre de M. Thierry POCHE par courrier en date du 13 mars 2026 ;

Il y a lieu, dans ces conditions, en application du Décret susvisé et de la demande de mesure administrative du ministère de l'Intérieur, maintenue :

- de prendre acte de la transmission des éléments du dossier à M. Thierry POCHE ainsi qu'au ministère de l'Intérieur, suite aux démarches et à la procédure que les Commissaires de France Galop ont mise en place à la demande dudit ministère ;

- de prendre acte du courrier du ministère en date du 13 mars 2026 indiquant expressément que le Service Central des Courses et Jeux « maintient au nom du ministère de l'Intérieur sa demande de suspension » ;
- d'indiquer en conséquence à M. Thierry POCHE que les Commissaires de France Galop, liés par la demande réitérée du ministère de l'Intérieur sans pouvoir donner leur appréciation sur le fond du dossier, sont tenus, au vu des textes applicables, de suspendre les autorisations d'entraîner et de faire courir délivrées à M. Thierry POCHE ;

PAR CES MOTIFS

Décident :

- de suspendre les autorisations d'entraîner et de faire courir délivrées à M. Thierry POCHE pour une durée de 3 mois, à compter de ce jour.

Paris, le 13 mars 2026

M. P-Y. LEFEVRE - M. A. de LENCQUESAING - M. G. HOVELACQUE

ANNEXE : Courrier du Service Central des Courses et Jeux de la Direction Nationale de la Police Judiciaire du ministère de l'Intérieur reçu le 13 mars 2026